

L'eau : ressource naturelle, ressource politique ? Reconstruction de la ressource hydrique en contexte d'opposition au secteur minier dans le nord du Pérou

Vincent Bos, Kyra Grieco

▶ **To cite this version:**

Vincent Bos, Kyra Grieco. L'eau : ressource naturelle, ressource politique ? Reconstruction de la ressource hydrique en contexte d'opposition au secteur minier dans le nord du Pérou. Caravelle. Cahiers du monde hispanique et luso-brésilien, 2019, La mine hier et aujourd'hui en amérique Latine, 111, 10.4000/caravelle.3735 . halshs-02292740

HAL Id: halshs-02292740
https://shs.hal.science/halshs-02292740

Submitted on 20 Sep 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

La mine hier et aujourd'hui en Amérique latine

111
2018

CARAVELLE

PRESSES UNIVERSITAIRES DU MIDI

Caravelle 111
p. 59-78

L'eau : ressource naturelle, ressource politique ?
Reconstruction de la ressource hydrique en contexte d'opposition au secteur minier dans le nord du Pérou

Vincent Bos
CREDA, IHEAL, Université Sorbonne Nouvelle – Paris 3

Kyra Grieco
CERMA/MASCIPO, EHESS Paris, IFEA – Lima

Introduction

Le XX^e^ siècle est marqué par un mouvement global d'exploitation marchande sans précédent des ressources naturelles, notamment non renouvelables, ainsi qu'une prise de conscience progressive de leur finitude (Bridge, 2009). Pourtant, la définition des ressources comme « naturelles » n'est pas homogène. Pour Raffestin (1980), la ressource est le résultat d'un processus d'attribution de propriétés à la matière naturelle par l'homme. L'expression « ressources naturelles » renvoie ainsi à tout élément du monde non-humain auquel un groupe social confère une utilité et une valeur. Autrement dit, les ressources naturelles n'existent pas *a priori*. Elles le deviennent car elles ne font sens qu'à l'intérieur d'un contexte social spécifique. Les règles qui en déterminent la valeur et les conditions de leur régulation (accès, usage, redistribution, etc.) sont constamment redéfinies par l'interaction sociale, les régimes de savoir et donc les relations de pouvoir (Bakker, Bridge, 2008).

Les luttes pour l'accès et le contrôle des ressources naturelles ne constituent pas un phénomène nouveau. Cependant, la reprimarisation des matrices économiques de nombreux États, notamment dans les Amériques, a entraîné une hausse des conflits autour des ressources naturelles, notamment minières. Ces nouveaux conflits sociaux entre activités extractives et usages socio-productifs préexistants des ressources naturelles font l'objet d'une abondante littérature[1]. Ces travaux se

1. Pour une analyse des conflits hydriques liés à l'exploitation minière an Amérique latine, cf. entre autres, Arroyo, Boelens, 2013 ; Boelens, Cremers, Zwarteveen, 2011 ; Bottaro, Latta, Sola, 2014 ; Li, 2015; Sosa, Zwarteveen, 2012.

réclament souvent de l'écologie politique étant donné que les analyses portent sur les évolutions de la relation société-nature et questionnent les rapports de pouvoir qui s'expriment autour de ces objets. Néanmoins, les processus de reconstruction sociale des ressources qui s'opèrent lors des conflits ont fait l'objet de peu d'attention. Le travail de re-signification par les mouvements sociaux (Benford, Snow, 2000 ; Kurzman, 2008) est encore moins documenté et, lorsque les positions des acteurs sont analysées, elles ne sont souvent qu'« à moitié » déconstruites (Lemieux, 2013). Là encore, la focale sur leur valeur marchande ou d'usage tend à primer sur les dimensions sociales et immatérielles (Baviskar, 2003).

Cet article s'intéresse au processus de reconstruction de la ressource hydrique par des acteurs multiples, mobilisés contre l'exploitation du gisement *Minas Conga*, dans les Andes du nord du Pérou. Il se fonde sur les terrains de recherche effectués par les auteurs (de façon autonome) à Lima et dans les Provinces de Cajamarca, Celendín et Bambamarca (département de Cajamarca) entre 2011 et 2013. Au cours de ceux-ci, les auteurs ont mis en œuvre plusieurs méthodes d'enquête, qui la méthode ethnographique (observation participante, immersion et réalisation d'entretiens ouverts et semi-directifs), qui le recueil de données quantitatives et qualitatives (observation, conduite d'entretiens, analyse de discours) et traitement cartographique. L'exploitation de documentaires et vidéos diffusés en ligne jusqu'en 2016 vient compléter et actualiser ce matériel.

Dans un premier temps, nous rappellerons les grandes lignes du conflit en question qui constituent la toile de fond de la mise en opposition entre la ressource « eau » et la ressource « or ». Ensuite, nous présenterons les débats suscités par ce projet dans l'espace public national et le déploiement de la controverse dans les registres juridique (loi), scientifique (savoirs) et moraux (discours de légitimation). Nous terminerons par l'analyse de processus de re-signification de la ressource hydrique par les acteurs sociaux locaux dans le cadre de la mobilisation, en prêtant une attention particulière aux phénomènes de réappropriation de la ressource hydrique et de réaffectation des usages et des valeurs, ancrés dans les pratiques quotidiennes.

I- Un territoire partagé entre agro-pastoralisme et exploitation minière

Au Pérou, la décennie 1990 est celle d'un basculement vers l'orthodoxie néo-libérale (Gonzales de Olarte, 1998). Les réformes économiques entraînent entre autres l'instauration d'un nouveau modèle de développement économique étroitement dépendant de l'exploitation marchande des ressources naturelles non renouvelables et spécifiquement minières. L'exploitation minière péruvienne change alors d'échelle et de forme : elle se développe selon des techniques nouvelles, notamment l'extraction en découverte et la lixiviation au cyanure, et se « transnationalise » puisqu'elle est désormais majoritairement assurée par des entreprises étrangères, généralement privées, et s'étend à des territoires qui ne sont pas toujours historiquement liés à cette activité. Les réformes économiques ont entraîné une hausse des investissements miniers et une expansion des activités extractives sur le territoire. En 2016, l'« empreinte spatiale du secteur minier » (Bos, 2017) s'étend sur la quasi-totalité des

départements péruviens et environ un cinquième (16 %) du territoire est octroyé aux entreprises minières sous forme de concessions. Toutefois, le phénomène n'est pas uniformément distribué dans l'espace. Les Andes constituent la zone la plus touchée par le développement du secteur minier, devant la Côte, puis l'Amazonie.

Les activités extractives sont souvent accusées par leurs détracteurs d'affecter négativement la qualité et la quantité des ressources en eau et d'entrer en compétition avec les activités socio-productives locales, voire de compromettre la santé humaine. Autrement dit, la définition de ce qui fait ressource dans une société et les arrangements consécutifs qui en codifient la régulation entraînent une hiérarchisation entre les ressources naturelles et leurs usages. Le modèle de développement péruvien constitue le principal motif des conflits sociaux péruviens, lesquels sont, là encore, inégalement distribués dans l'espace (Grompone, Tanaka, 2009). Parmi les conflits socio-environnementaux, plus de la moitié (50-60 %) sont liés au secteur minier (Bedoya *et al.*, 2013) et les conflits miniers constituent la principale cause des conflits liés à la ressource hydrique (Defensoría del Pueblo, 2015). Le boom minier entraînant une mutation profonde des dynamiques socio-territoriales, les phases d'exploitation de nouveaux gisements se présentent comme un moment privilégié de remise en cause des règles du jeu, souvent sous forme de conflits (Arce, 2014 ; Arellano Yanguas, 2011 ; Bebbington *et al.*, 2007 ; Bos, Lavrard-Meyer, 2015 ; Echave de *et al.*, 2009 ; Grieco, Salazar-Soler, 2013 ; etc.).

Au début de la présidence Humala Tasso (2011-2016), candidat ayant fait campagne avec un discours critique des activités minières, l'opposition locale au projet *Minas Conga* dans le département de Cajamarca gagne en intensité. Un réseau d'acteurs d'extraction sociale variée, réunis dans des organisations aussi bien rurales qu'urbaines (rondes paysannes, syndicats, organisations politiques et de proximité)[2], s'oppose avec véhémence à l'ouverture d'un nouveau site d'exploitation de cuivre et d'or porté par l'entreprise minière transnationale Minera Yanacocha (MYSA)[3]. Ce projet se situe à 4 000 m d'altitude, dans les Districts de Sorochuco et Huasmin – Province de Celendín –, et de La Encañada – Province de Cajamarca. Dans l'imaginaire national, ce département est étroitement associé au renouveau de l'exploitation minière et particulièrement au boom de la production d'or[4]. Dans ce territoire, un des plus pauvres du pays[5], où la population est majoritairement rurale et dépendante d'activités agro-pastorales vivrières[6], les manifestations contre le projet constituent un nouvel épisode de tensions entre plusieurs acteurs locaux et

2. Sur la composition du réseau militant, cf. Grieco, Kyra, Salazar-Soler, Carmen, 2013 ; Grieco, Kyra, 2018.

3. *Joint-venture* de la compagnie étatsunienne Newmont Mining Corporation (51,35 %), de la péruvienne *Compañia de Minas Buenaventura S.A.A.* (43,65 %), avec une participation de la Société Financière Internationale (5 %).

4. Au XVIII^e^ siècle, le département de Cajamarca est marqué par l'exploitation de l'argent (Contreras, 1995). Ce n'est qu'à la fin du XX^e^ siècle avec les débuts de l'extraction de l'or par MYSA en 1992 que le territoire vit un nouveau boom minier, principalement aurifère. Entre 2002 et 2014, l'entreprise est le premier producteur d'or du pays (environ 800 t soit 36 % de la production) et Cajamarca le premier territoire producteur d'or du pays (environ 38 % ; Bos, 2017).

5. En 2007, près des deux tiers (65 %) des habitants de Cajamarca vivent avec moins de 2 dollars/jour (en ppa), près du tiers (31 %) avec moins de 1,25 dollar/jour (en ppa) et presque la moitié (environ 45 %) avec au moins une nécessité de base non satisfaite, soit des niveaux bien plus élevés que les moyennes nationales (Bos, 2017).

6. 67 % de la population vit en milieu rural (Bos, 2017). Près de la moitié (44 %) de la population économiquement active (PEA) régionale travaille dans le secteur agro-pastoral alors que seulement 3 % de la PEA

l'entreprise (Bos, 2017 ; Bury, 2007a, 2007b ; Echave de, Diez, 2013 ; Li, 2015 ; Tanaka, Meléndez, 2009 ; etc.)[7]. L'extraction minière entraîne une modification des rapports socio-territoriaux. Dans la perception des habitants, de nouvelles formes de différentiation sociale se superposent aux modifications du territoire : des formes d'exclusion économique inédites avec la fermeture de l'espace octroyé aux entreprises, la concurrence entre anciens et nouveaux acteurs économiques pour l'accès aux ressources ; et se lient aux tensions entre « locaux » et « étrangers » au territoire local (Grieco, 2018). Depuis le début des années 2000, ces causes de mécontentement convergent dans un discours unificateur structuré autour de la lutte pour la préservation d'un réseau hydrique partagé par des acteurs locaux divers, inspiré par des discours circulant à l'international sur une ressource en voie d'épuisement (Massardier *et al*. 2014). La dimension « fédératrice » de la ressource hydrique est reconnue par les militant.e.s eux-mêmes :

> L'eau unit la campagne et la ville, c'est la rencontre entre deux cultures : une culture andine et un usage rationnel de la ressource, en plus d'une façon de critiquer la mine. […] C'est un thème ancien, une accumulation de forces sociales (entretien avec A., ingénieur de Cajamarca, 60 ans, 2011).

En 2011, le réseau local d'opposition aux activités minières se (ré)active contre le développement du projet *Minas Conga* impliquant une extraction en découverte et l'utilisation d'importantes quantités d'eau douce avec notamment l'assèchement de quatre lacs de haute montagne (*El Perol*, *Azul*, *Mala* et *Chica*) dont l'eau doit partiellement être utilisée pour le processus de traitement des minerais (cf. cartes n° 1 et n° 2)[8]. Le mouvement social qui souhaite l'annulation du projet et la préservation des ressources hydriques fait de ces lacs les icônes de la résistance locale à l'extraction minière. Dans les mobilisations contre le projet minier, l'eau occupe alors une place centrale.

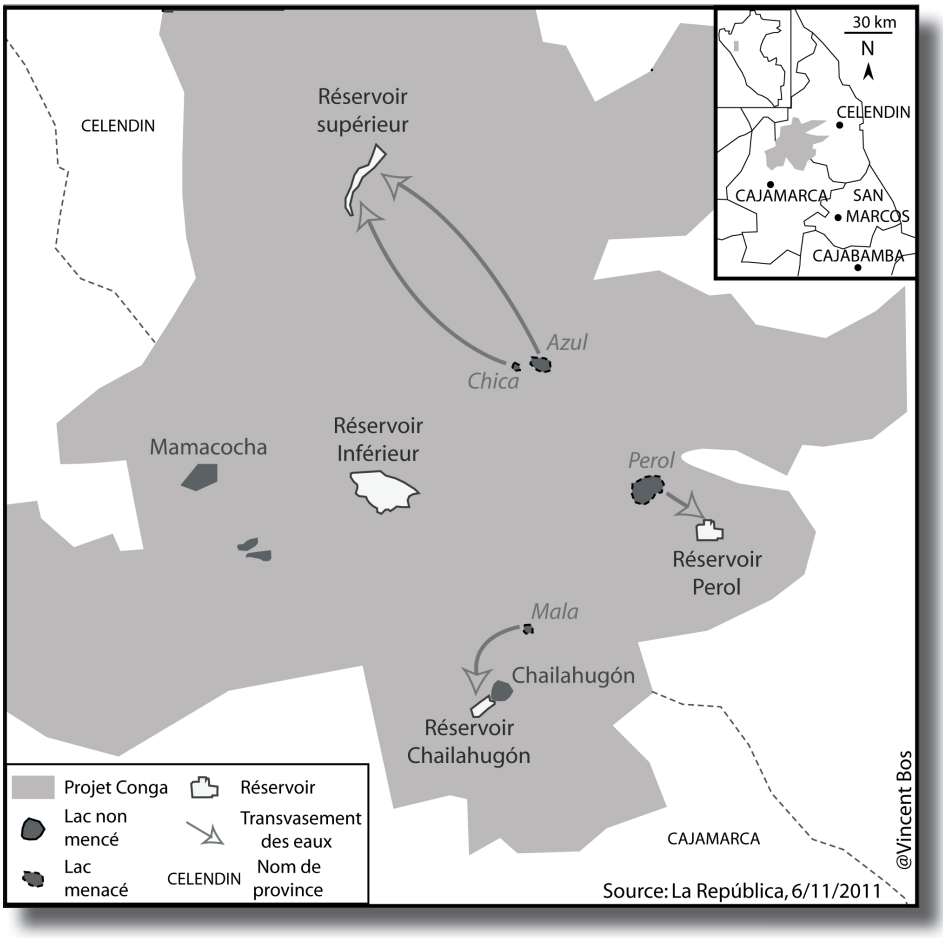
employée dans le secteur minier qui contribue au tiers (32 %) du PIB régional contre un dixième (12 %) pour l'agriculture et l'élevage (*idem*).

7. Entre 1992 et 1999, celles-ci portent notamment sur les conditions d'achat des terres et le prix des transactions. À la fin des années 1990, plusieurs ONGs écologistes et œcuméniques se développent dans la capitale régionale et attirent l'attention sur la pollution des ressources hydriques par l'extraction minière. En 2000, le déversement accidentel à Chorompampa d'un chargement de mercure par un sous-traitant de Minera Yanacocha fait la une des journaux. Depuis, les conséquences tragiques de la pollution minière demeurent vives. En 2004 des mobilisations locales éclatent face à la volonté de l'entreprise d'étendre ses activités au mont Quilish, qui assurerait l'approvisionnement hydrique de la ville.

8. Deux lacs doivent être asséchés pour permettre l'extraction des minerais tandis que deux autres seraient comblés par les déblais de ce processus. En conséquence, l'entreprise prévoit la création de réservoirs artificiels. Les eaux des lacs *Azul* et *Chica* seraient transvasées dans le réservoir Supérieur puis celles de *Perol* dans le réservoir éponyme, celles du lac *Mala* dans le Réservoir de Chailahugón tandis que le Réservoir Inférieur serait constitué par l'eau issue de nappes phréatiques, l'eau de pluie et l'eau du Réservoir Supérieur utilisée pour le processus de production retraitée. Seule l'eau du Réservoir Supérieur serait partagée par les populations locales et l'entreprise minière, celle des autres réservoirs bénéficiant uniquement aux populations locales.



Carte 1 – Développement du secteur minier dans le département de Cajamarca (Pérou) en 2014
Source : La Republica, 6/11/2011.



Carte 2 – Vue partielle du projet Conga (Pérou),
localisation des lacs et réservoirs en dispute à l'échelle provinciale
Source : La Republica, 6/11/2011.

II- « L'eau oui ! L'or non ! »
La controverse Conga dans l'espace public : loi, savoir et légitimation

Outre une fonction productive, l'accès à la terre et à l'eau a, pour les populations paysannes des Andes, une valeur sociale car elle permet la reproduction sociale du groupe (Morlon, 1992 ; Murra, 1975). La potentielle mise en péril, par le secteur minier, des ressources hydriques locales utilisées pour l'agriculture et l'élevage est interprétée par nombre d'habitants comme menaçant leurs modes de vie et moyens de subsistance. Les discours des acteurs locaux opposés aux activités extractives allient pollution environnementale et « pollution » sociale. Ils mobilisent un registre moral où la préservation de l'environnement est associée à la préservation d'une société « traditionnelle » mise en danger par les transformations socio-économiques apportées par le secteur minier :

> Chugur a tout : les meilleurs fromages, des beaux villages, il n'y a pas de discothèques, il n'y a pas de bar ni d'internet. Les jeunes après avoir fini leurs études retournent à leurs champs, pour se consacrer à l'agriculture et à l'élevage […] ; ce n'est pas comme à Cajamarca où la mine a amené beaucoup de délinquance, les mineurs ne se sont pas installés. C'est du côté de l'environnement que Bambamarca est lésée. Elle est à un point de non-retour[9] (entretien avec C., enseignant de Bambamarca, 35 ans, 2012).

> Les espèces endogènes vont disparaître, en raison du bruit et de l'énorme moulin (= usine de traitement) que la mine va installer en haut. Le *Cajamarquino* commun et sa famille seront désintégrés (entretien avec E., habitant de Cajamarca, étudiant universitaire, 23 ans, 2012).

En outre, l'opposition au projet minier profite d'une certaine légitimation politique quand, en 2011, le président Ollanta Humala visite la région. Le candidat du parti nationaliste s'appuie entre les deux tours sur l'opposition locale au projet pour gagner des voix dans ce territoire à tendance fujimoriste. Dans un discours à Bambamarca, il reprend la rhétorique d'opposition aux activités minières, à savoir la nature inconciliable de l'« or » (représentant le secteur minier) et de l'« eau » (représentant les activités agro-pastorales). Le candidat consolide ainsi la demande locale de non-exploitation du site, et renforce le lien entre l'identité socio-professionnelle locale liée au secteur agro-pastoral et la ressource hydrique dont la défense est présentée comme un enjeu public national, primant sur l'économie minière et les relations marchandes (cf. encadré n° 1).

- [O. H] J'ai vu un ensemble de lagunes. Et ils me disent que vous voulez les vendre. Voulez-vous vendre vôtre eau ?
- [La foule] Non !!
- [O. H] Parce-qu'ils disent que vous voulez la vendre, là-bas, dans les entreprises minières. « Oui ils vont nous vendre l'eau. On a déjà fait une consultation avec eux ». Ils vous ont consulté ?
- [La foule] Non !!
- [O H] Parce-que qu'est-ce qui est le plus important, l'eau ou l'or ?
- [La foule] L'eau !!
- [O. H] Parce-que vous vous ne buvez pas d'or, vous ne mangez pas d'or, mais nous nous buvons de l'eau, nos jeunes enfants boivent de l'eau, notre bétail boit de l'eau, et c'est ainsi que nous avons le lait, que nous avons les fromages, c'est ainsi qu'est produite la richesse, l'agriculture a besoin de l'eau. »

Encadré 1 – Extrait de discours du président O. Humala à Bambamarca en 2011[10]
Source : https://www.youtube.com/watch?v=LqRlp1jJuP8

9. Toutes les traductions sont des auteurs.
10. Date précise inconnue.

Au cours des mois suivants, la mobilisation acquiert une dimension nationale. Le président Humala adopte cependant une position beaucoup plus conciliante concernant la compatibilité entre les activités agro-pastorales et l'exploitation des gisements miniers. Face aux demandes répétées d'annulation du projet, il déclare le 16 novembre 2011 : « [dans ce gouvernement] nous refusons les positions extrêmes : l'eau ou l'or. Nous, nous proposons une solution sensée : l'eau et l'or […] »[11]. Ce volte-face exacerbe l'opposition locale au projet. Les participants réaffirment l'incompatibilité entre le projet minier et la préservation des ressources hydriques locales comme en attestent les différents slogans qui ponctuent les manifestations : « l'eau oui ! l'or non ! », « la vie est un trésor qui vaut plus que l'or ! », « mon sang, ma vie, tout pour l'eau ! ». Pour élargir l'audience du conflit local, les opposants au projet Conga organisent une « Marche pour l'eau », qui part des lacs menacés par le projet minier et arrive dix jours plus tard à Lima[12]. Le but, comme le suggère la devise de l'action, « soyons un fleuve », est de faire converger différents mouvements sociaux locaux ayant en commun la lutte pour la défense des ressources hydriques.

Les craintes des effets adverses de l'exploitation minière sur les ressources hydriques locales sont aussi validées et relayées par un savoir « expert » développé par des ONGs et des institutions locales (Grieco, Salazar-Soler, 2013) qui mobilisent un registre scientifique. L'ONG écologiste Grufides et le bureau de gestion des ressources naturelles du gouvernement régional estiment que la menace pour la qualité de l'eau est liée à la localisation en tête du bassin versant[13] de la future exploitation, dans un département sous pression hydrique du fait du boom minier[14] (cf. carte n° 1). Au sein du gouvernement national, des voix dissonantes se font aussi entendre. L'évaluation scientifique du projet, particulièrement la capacité de prévision et de contrôle des effets de l'exploitation sur l'eau, est interrogée. Le ministre de l'Environnement remet au président du Conseil des ministres un rapport qui soulève de nombreux points de l'étude d'impact environnemental (EIE) : mauvaise évaluation du système hydrographique, de la biodiversité locale, etc. Le document stipule notamment que le projet transformera la tête de bassin de façon significative, affectant les « *processus, fonctions, interactions et services environnementaux* » et qu'il fera disparaître plusieurs écosystèmes de manière irréversible.

11. [En ligne], extrait de discours disponible à l'adresse suivante : https://www.youtube.com/watch?v=6wsBgIs0PJo
12. Cette marche reprend le modèle des *Marchas Indígenas* organisées par les organisations indigènes de Bolivie et d'Équateur des années 1990, dont la plus connue est celle organisée par la *Confederación Nacional Indígena de Ecuador* qui en 2000 provoque la chute du président J. Mahuad.
13. La tête de bassin constitue une importante zone de captation hydrique qui héberge un écosystème fragile protégé par la loi des ressources hydriques et la loi générale de l'environnement. Cependant, les caractéristiques d'une tête de bassin versant ne sont pas définies dans la loi, ce qui laisse un flou dans le processus d'identification des zones à préserver. C'est le cas pour la zone du projet *Minas Conga*, que son EIE n'identifie pas comme une tête de bassin alors que le zonage écologique économique régional le définit comme tel (Preciado, Rap, Vos, 2015).
14. Du fait des mines en activité mais aussi des projets d'exploration et des passifs miniers des anciennes mines, notamment d'argent.

Pour tenter d'enrayer l'opposition locale, le président du Conseil des ministres annonce le 27 décembre la convocation d'un groupe de trois experts internationaux pour réévaluer l'EIE du projet. L'étude est présentée comme un moyen technique et mobilise la légitimité du « savoir expert » pour dissiper les craintes de la population locale, supposées relever de savoirs « profanes »[15]. Peu convaincus par la promesse d'une expertise impartiale[16], les opposants à *Minas Conga* portent également la mobilisation dans le registre « scientifique ». L'ONG Grufides commande une expertise alternative de l'EIE à un hydrologue américain spécialiste des questions minières, R. Moran[17], qui présente ses conclusions à Lima le 8 mars. L'auteur déclare que l'EIE est incomplète en matière hydrogéologique, le projet se situant dans une zone fragile où les réseaux hydrographiques souterrains ne sont pas connus, rendant de fait impossible la prévision des conséquences de l'extraction (Moran, 2012). Ce résultat est réapproprié par les acteurs locaux, qui y trouvent une confirmation d'autorité de leurs observations et savoirs quotidiens (Grieco, Salazar-Soler, 2013). Le 17 avril, les résultats de l'expertise commandée par le gouvernement péruvien sont rendus publics. Le document stipule que l'EIE est conforme aux standards internationaux mais suggère des modifications pour réduire ses conséquences sur l'environnement, en préservant notamment deux des quatre lacs initialement menacés par le projet.

En parallèle, le gouvernement régional se saisit aussi de la question, en la portant dans le domaine de la loi. Il émet une ordonnance (n° 036-2011-GR.CAJ-CR) qui attribue le statut d'« aire naturelle protégée » à la zone de la future exploitation, pour y interdire les activités extractives et protéger la tête de bassin. Cette action fait suite à une initiative similaire, entreprise par la municipalité de Celendín en 2004 (ordonnance N.020-2004-MPC), qui déclarait l'enceinte du projet Conga comme une zone de réserve écologique et de conservation environnementale. La mobilisation du registre juridique vise ainsi à entraver l'expansion minière dans le département par une protection *a priori* de la ressource hydrique par la loi. Ces actions de construction du territoire « par le bas », soit par les exécutifs locaux, s'oppose à la construction du territoire national « par le haut », soit par l'État central, fondée sur l'exploitation de ses ressources minières (Bos, 2017 ; Grieco, 2018). Le processus mobilise un argument socio-écologique : la conservation de la ressource « eau », un bien commun aux habitants et à la nation, doit primer sur la marchandisation des ressources minières. Le 17 avril 2012, le tribunal constitutionnel déclare l'ordonnance régionale inconstitutionnelle car non conforme à la loi de base de la décentralisation et à la loi organique des gouvernements régionaux. En d'autres termes, l'exécutif régional a outrepassé ses compétences normatives, le développement du secteur minier à grande et moyenne échelle relevant du gouvernement central (cf. aussi loi générale de l'activité minière du 4/06/1992).

15. Les notions de savoirs « profanes » et « experts » renvoient nécessairement à des relations de domination (Faizang, 2012) d'où l'utilisation des guillemets.
16. Au sujet de l'emploi des savoirs technoscientifiques dans la controverse autour du projet *Minas Conga*, cf. Bos, 2017 ; Grieco, Salazar-Soler, 2013.
17. Cf. le rôle de l'acteur dans l'opposition au projet Tambogrande dans le département de Piura.

La reconstruction de la ressource eau par opposition aux ressources minières ne mobilise pas uniquement le registre juridique (la loi), scientifique (les savoirs) et moral (la légitimité) dans l'espace public national. Elle relève également des discours et des pratiques des opposants au projet minier, développés à différents niveaux scalaires, oscillant entre sphères publiques et privées.

III- Reconstruction sociale de la ressource hydrique par les opposants locaux

En octobre 2012, les opposants au projet lancent une nouvelle forme de résistance *in situ* : des délégations locales, organisées par les rondes paysannes[18], créent deux campements éphémères aux abords du site du futur projet. Les manifestants affluent aux abords des lacs menacés pour veiller à leur intégrité physique et donc à ce que l'entreprise minière ne s'en approche pas. Ces acteurs s'autoproclament « gardiens des lacs » (cf. photographie 1), une expression qui circule rapidement dans les réseaux militants, par-delà les frontières régionales et nationales.



Photographie 1 – Gardiens des lacs veillant sur les lagunes sur le site du projet minier de Conga
Source : Desinformemonos, le 08/10/2013[19].

Par cette auto-dénomination de « gardiens », les opposants au projet minier se représentent comme les protecteurs d'un territoire et d'une ressource en péril et remplissent la fonction d'« entrepreneurs de morale » (Traïni, 2011 : 203). Dans cette stratégie, le recours à l'image est central. Les multiples photographies et reportages vidéo constituent des sortes de témoignages, directement formatés

18. Organisations nées dans la région pendant les années qui suivent la réforme agraire (1969). Ce mouvement d'auto-organisation, qui a pour but de protéger les paysans et les éleveurs du vol de bétail, institutionnalisé dans les années 1990, se voit notamment reconnaître le droit d'administrer une justice coutumière.
19. [https://desinformemonos.org/peru-amenazas-contra-guardianes-de-las-lagunas-no-cesan-en-cajamarca-081013-servindi/ (consulté le 24/10/2015)].

pour faciliter leur circulation et leur réappropriation, favorisant l'élargissement de l'audience et donc la croissance du mouvement[20] (*idem* ; Bos, 2017). Plus encore, les lacs et donc la ressource hydrique, sont personnifiés : ils sont veillés comme une personne faible et sans défense, protégés car « victimes » de l'avarice de l'entreprise et du gouvernement central, nécessitant de fait une présence solidaire. Les arrivées des manifestants donnent souvent à voir une sorte de « marée » humaine rejoignant les lacs. Plus qu'un symbole de la lutte contre le secteur minier et une métaphore de la mobilisation, l'eau elle-même devient un acteur du conflit à part entière, produit d'une alliance entre acteurs humains et non humains (Callon, Law, 1997; Latour, 1994) :

> Nous, les *Ronderos*, disons que nous sommes les yeux et les oreilles de nos lacs. Nous sommes en train de montrer au Pérou que nous avons de la dignité et que nous sommes ceux qui accompagnons notre Mère Terre dans la défense de nos lacs, de nos *bofedales* (= zone humide d'altitude), fleuves et sources, en dépit de l'adversité du temps (entretien avec G., éleveur de Bambarca, 45 ans, 2013).

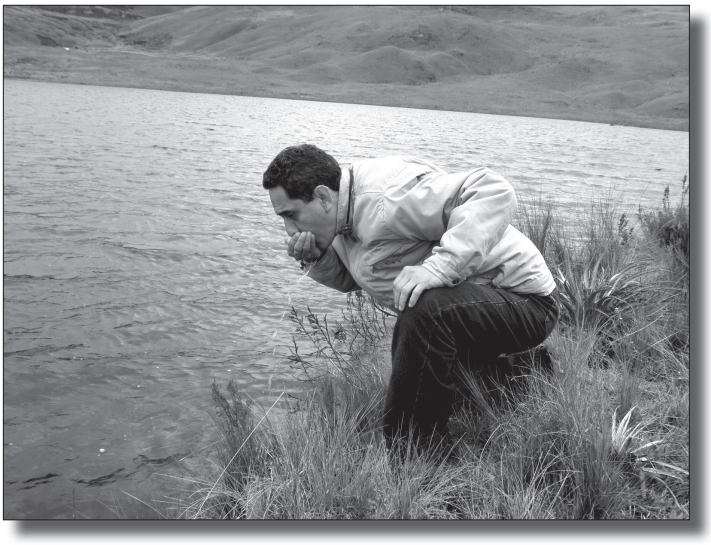


Photographie 2 – Manifestant en train de boire l'eau des lacs dans son chapeau, pendant un rassemblement
Source : La Mula, *29/11/2011*[21].

La résistance locale passe aussi par l'incorporation de la ressource, soit lorsque le bétail amené sur place et les manifestants boivent l'eau des lacs (cf. photographies 2 et 3), soit lorsqu'ils y pêchent[22], alors que l'entreprise la considère impropre à la consommation humaine. Ces actions réactualisent une construction de la ressource hydrique à vocation alimentaire directe (humaine, animale) et indirecte (agriculture,

20. Comme l'illustre la photographie 1 qui a largement circulé dans les médias ou celle en couverture du livre de Echave de, José, Diez, Alejandro, 2013.
21. [https://malcolmallison.lamula.pe/2011/11/29/enfrentamientos-entre-comuneros-y-policias-dejo-2-decenas-de-heridos-en-6-dia-de-paro-en-cajamarca/malcolmallison/ (consulté le 28/06/2016)].
22. En juillet 2012, deux religieux, le père G. Garatea et l'évêque de Trujillo, M. Cabrejos, servent de médiateurs dans ce conflit. Ils voyagent à Cajamarca pour rencontrer les manifestants et visitent les lacs où les opposants pêchent des truites pour les leur offrir. Cet acte a pour but d'attester de la pureté des eaux (la truite étant un poisson très sensible à l'altération de la qualité de l'eau) et de son potentiel productif, donc de son importance.

élevage, pêche) à travers une réaffectation des pratiques « traditionnelles » et des valeurs qui y sont associées (dignité, protection). Leur visée performative vise l'émergence d'un sentiment de solidarité pour la cause auprès d'un large public. Elles expriment une volonté de (re)conquête du territoire local par son occupation et sa re-signification par les acteurs locaux : à la construction d'un territoire dont les ressources minières doivent être exploitées, les manifestants opposent un territoire aux ressources hydriques à préserver.



Photographie 3 – Mesías Guevara Amasifuen, député de Cajamarca, buvant l'eau du lac El Perol
Source : Celendin Libre Wordpress, le 11/10/2011[23].

Alors que ces gestes symboliques servent à contredire les expertises officielles et demandent par conséquent à être « vus », il est aussi possible d'apprécier sur le terrain d'autres modes d'interaction avec l'eau des lacs, plutôt destinés à un public local et/ou « intime ». Jessica, une commerçante de la ville de Celendín engagée dans le mouvement, avait l'habitude de ramener une bouteille d'eau des lacs après chacune de ses visites sur place pour ses supposées vertus thérapeutiques. Elle en offrait parfois aux nouveaux amis et militants. Ce geste mobilise d'autres valeurs liées à l'eau dans les réseaux de sociabilité locaux (l'accueil, le partage). Il témoigne également de l'autorité de « passeuse » de Jessica entre ses pairs et le réseau de mobilisation et montre aussi une ritualisation de l'incorporation de la ressource, à l'image d'un baptême unissant les acteurs entre eux mais aussi les acteurs à l'eau. Cette militante n'était pas seule à accorder des propriétés thaumaturgiques aux lacs. Josepa, une femme de 23 ans, expliquait avoir décidé de militer parce que l'eau

23. [https://celendinlibre.wordpress.com/2011/10/11/congresista-de-la-republica-se-pronuncia-frente-a-proyecto-conga-de-minera-yanacocha/ (consulté le 11/11/2017)].

de la *Laguna Azul* lui avait « sauvé la vie » : lors de sa première visite sur le site, elle venait de se découvrir une grosseur sous une aisselle, qu'elle pensait être une tumeur cancéreuse. Une fois sur place, elle y appliqua de l'eau du lac, et déclare que dans les jours suivants celle-ci avait disparu : « Mon petit lac m'a sauvé la vie pour que je continue à le protéger. Et moi je vais continuer à le protéger avec ma vie » (entretien, Celendín, 2013). Ces formes d'interaction entre acteurs humains et non humains viennent rappeler une réalité bien connue dans les Andes : des pouvoirs de guérison sont souvent attribués aux lacs andins (Camino, 1992) et l'eau, pure ou bien associée aux plantes et aux racines, fait partie de la pharmacopée des populations locales (Robert de, 1993)[24].

Depuis octobre 2012, l'opposition locale se manifeste par des conflits de « basse intensité » en l'absence de grande manifestation et de reprise officielle des travaux miniers. Pendant cette période de relative démobilisation, Máxima Acuña de Chaupe (cf. photographie 4), qui avec sa famille occupe un terrain situé sur le site du futur projet, dont Minera Yanacocha réclame la propriété, devient le visage de la lutte contre le projet Conga. De 2012 à 2015, une bataille légale et médiatique oppose cette femme paysanne, qui déclare être victime de menaces, harcèlements et violences de la part de la compagnie minière, à l'entreprise, qui nie toute implication. Soutenue par l'organisation nationale des droits de l'homme (CNDDHH) et l'union latino-américaine des femmes (Red Ulam), son cas contribue à accroître la visibilité de l'opposition au projet Conga et suscite des manifestations de solidarité par-delà les frontières, dont une campagne d'*Amnesty International.* Les médias et les organisations qui la soutiennent présentent son cas comme la lutte d'un « David » local contre un « Goliath » global, personnifiant les oppositions locales à l'activité minière par cette actrice doublement subalterne par son genre et sa position sociale (Bos, 2017; Grieco, 2018). Bien que M^me^ Acuña se batte initialement pour la propriété de sa terre, un bien privé, ses soutiens l'associent à la préservation de la ressource hydrique comme bien commun. En témoignent son surnom de « Dame du lac bleu » et son discours lors de l'obtention du Prix Goldman pour l'environnement aux États-Unis le 18 avril 2016 : « Pour cela moi je défends la terre, je défends l'eau, parceque cela c'est la vie. Et moi je n'ai pas peur du pouvoir des entreprises. Je continuerai à lutter pour les camarades qui sont à Celendín et Bambamarca et pour tous, nous qui sommes en lutte à Cajamarca » (Máxima Acuña, 18/04/2016).

24. Ailleurs dans les Andes, ces vertus peuvent avoir un pendant économique, via le tourisme (mystique) par exemple, comme dans la localité de Huancabamba, Province de Ayabaca, Région Piura, où un circuit de 14 lacs constitue depuis les années 1990 une destination gérée par des guérisseurs (*curanderos*) locaux.



Photographie 4 – Máxima Acuña de Chaupe,
le visage de la lutte contre le projet minier Minas Conga
Source : Commondreams, 19/12/2014. Auteur : J. Chavez Ortiz[25].

Si la « protection » de l'eau et son opposition inconciliable aux ressources minières traversent les discours et les pratiques du mouvement social, force est de constater que les représentations locales de la ressource hydrique et aurifère sont moins manichéennes. Effectivement, la nécessité d'axer le discours militant sur l'image d'une ressource à protéger contribue à occulter d'autres représentations circulant parmi les habitants des secteurs ruraux-populaires locaux (Bos, 2017 ; Grieco, 2018). Dans la cosmologie andine, la nature et particulièrement l'eau sont souvent dotées d'intentions propres, capables du meilleur : donner la vie, protéger ; comme du pire : blesser, donner la mort. (Arguedas, Izquierdos Ríos, 2009 [1947] ; Poupeau, 2011). À Cajamarca, les histoires sur les montagnes et les « méchants lacs », ne manquent pas : « Du lac El Perol ils racontaient qu'il y avait deux marmites d'or dans un coin. Un Monsieur les sortit de l'eau et elles pesaient de plus et plus… Il revint (à l'eau) et les marmites étaient déjà en bas (de l'eau), et le Perol le mangea » (entretien avec B, paysanne de la zone d'influence minière, 40 ans, 2012). Ou encore :

> Le lac El Perol était bien méchant, il a mangé deux femmes qui allaient à Combayo, ma mère m'a raconté. Maintenant il n'est plus si sauvage (*brava*). Avant, moins de monde passait par là, maintenant il est docile (*mansa*). Dans El Perol il y a un canard : quand il nage il flotte sur l'eau, mais (en réalité) ce n'est pas un canard, c'est le Perol, l'or. Nous savions qu'il y avait de l'or avant, mais personne n'osait [le chercher]... (entretien avec D., paysanne de Bambarca, 40 ans, 2013).

25. [https://www.commondreams.org/news/2014/12/19/how-one-indigenous-woman-took-multinational-mining-corporation-and-won (consulté le 22/10/2016)].

La morale de ces histoires, où la transgression de la norme d'interaction avec les éléments non humains est punie de mort, ne postule pas nécessairement que les ressources eau et or sont incompatibles ou opposées. Bien au contraire, ces récits semblent suggérer que l'eau protègerait l'or situé au fond des lacs : « Le Perol s'appelle comme ça pour une marmite (perol) d'or. L'eau devient sauvage, si on s'approche elle te tire (dans le lac), c'est pour ça qu'ils disent que l'eau est sa mère… (entretien avec G., enseignante retraitée de Celendín, 60 ans, 2013).

Loin de représenter des « vestiges » précoloniaux, ces récits sont le produit de l'hybridation entre différents éléments sociaux et historiques auxquels appartient l'activité minière. Alors que le discours dominant du mouvement d'opposition présente les lacs comme des victimes ayant besoin du secours humain et met en avant les usages alimentaires, productifs voire médicinaux de l'eau, ces récits illustrent une autre conception du rapport entre ressources hydriques et minières, et entre acteurs humains et non humains, sous forme d'interaction :

> On offre du sucre, des animaux et des personnes pour apprivoiser les lacs.... tu peux leur dire le nom d'une personne et cette personne disparaît... la compagnie [minière] vient et indemnise la famille, cela signifie que (la personne) n'y est plus... les lacs pourraient manger la mine, mais ils [les travailleurs de l'entreprise minière] l'apprivoisent en lui offrant du sucre et des gens (J., résident de la vallée du Tambo, entretien, 2013).

Si certains imaginent donc que la compagnie minière s'est conformée aux normes locales d'interaction avec les êtres non humains, « payant » les lacs pour pouvoir en exploiter les richesses, d'autres attribuent le succès de la mobilisation aux lacs eux-mêmes, comme si l'action humaine était dirigée par le pouvoir des acteurs non humains : « Peut-être que c'est le lac lui-même qui appelle les gens pour le défendre… parce-que il était bien méchant (= puissant) » (entretien, María, 2012).

Conclusion

Toute ressource est socialement construite : elle fait l'objet de processus de dé/re/construction, qui entrecroisent plusieurs registres : juridique, scientifique et moral, dont chacun s'inscrit dans une multitude de micro-pratiques quotidiennes. La ressource est constamment re-signifiée par les acteurs interagissant avec elle. Ce processus est illustré par le « combat » politico-légal que se livrent le gouvernement central et le gouvernement local ou encore la mobilisation des savoirs « experts » par les différentes parties au conflit pour invalider les positions de l'adversaire. L'analyse de la reconstruction de la ressource hydrique par les participants au mouvement d'opposition au projet *Minas Conga* révèle un processus contentieux de redéfinition de cette ressource, ni univoque ni unidirectionnel (« de haut en bas », ou « de bas en haut »). Au croisement de différents registres et intérêts, la ressource hydrique devient le réceptacle d'une pluralité de représentations et de pratiques qui sont (ré)

activées en fonction des acteurs et du public auxquels elles sont destinées. Symbole de vie, de l'identité socio-territoriale locale « traditionnelle », forme de réappropriation du territoire par les habitants mais aussi acteur à part entière, la ressource eau est à la fois forte et faible, bienveillante et dangereuse.

Bibliographie

Arce, Moises, *Resource Extraction and Protest in Peru*, 1st ed., Pittsburgh, University Press, 2014, 200 p. (Pitt Latin American Series).

Arellano Yanguas, Javier, *¿Minería sin fronteras ? Conflicto y desarrollo en regiones mineras del Perú*, 1ra ed., Lima, PUCP, Universidad Antonio Ruiz de Montoya, IEP, 2011, 324 p. (Minería y Sociedad).

Arguedas, José María, Izquierdos Ríos, Francisco (ed.), *Mitos, leyendas y cuentos del Perú*, Madrid, Siruela, 2009 [1947], 168 p.

Arroyo, Aline, Boelens, Rutgerd, *Aguas Robadas. Despojo hídrico y movilización social*, 1era ed., Quito, Justicia Hídrica, Abya Yala, IEP, 2013, 390 p. (Agua y Sociedad).

Bakker, Karen, Bridge, Gavin, « Regulating the Resource Use » in Cox, Kevin, Low, Murray, Robinson, Jennifer (ed.), *The SAGE Handbook of Political Geography*, chap. XIII, London, Sage Publications, 2008, p. 219-233.

Baviskar, Amita, « For a Cultural Politics of Natural Resources », *Economic and Political Weekly*, n° 48, 2003, p. 5051-5055.

Bebbington, Anthony, Bury, Jeffrey, Humphreys-Bebbington, Denise, Lingan, Jeannet, Munoz, Juan Pablo, Scurrah, Martin, « Movimientos sociales, lazos transnacionales y desarrollo territorial rural en zonas de influencia minera: Cajamarca-Perú y Cotacachi-Ecuador », in Bebbington, Anthony (ed.), *Minería, Movimientos Sociales y Respuestas Campesinas. Una ecología política de transformaciones territoriales,, chap. V, 1ra ed.,* IEP, CEPES, Lima, 2007, p. 163-230 (Minería y Sociedad).

Bedoya, César, Hurtado, Isabel, Lalonde, Liliana, Mesclier, Evelyne, « Évolution des conflits sociaux et environnementaux au Pérou : Une lecture générale », *Problèmes d'Amérique latine* n° 88, 2013, p. 77-94.

Benford, Robert D., Snow, David A., « Framing Processes and Social Movements: An Overview and Assessment », *Annual Review of Sociology*, n° 26, 2000, p. 611-639.

Boelens, Rutgerd, Cremers, Leontien, Zwarteveen, Margreet (ed.), *Justicia Hídrica. Acumulación de Agua, Conflictos y Acción Social*, 1ra ed., Lima, IEP, 2011, p. 474, (Agua y Sociedad).

Bos, Vincent, *Construction sociale de la ressource et renégociation des régulations. Analyse du secteur minier péruvien, fin du XXe siècle - début du XXIe siècle*, thèse de Géographie, aménagement du territoire et urbanisme, Paris, Université Sorbonne Nouvelle - Paris 3, 2017.

Bos, Vincent, Lavrard-Meyer, Cécile, « "Néo-extractivisme" minier et question sociale au Pérou », *Cahiers des Amériques Latines*, n° 78, 2015, p. 29-55.

Bottaro, Lorena, Latta, Alex, Sola, Marian, « La politización del agua en los conflictos por la megaminería: Discursos y resistencias en Chile y Argentina », *European Review of Latin American and Caribbean Studies Revista Europea de Estudios Latinoamericanos y del Caribe*, n° 97, 2014, p. 97-115.

Bridge, Gavin, « Material Worlds: Natural Resources, Resource Geography and the Material Economy », *Geography Compass*, n° 3, 2009, p. 1217-1244.

Bury, Jeffrey, « Neoliberalismo, minería y cambios rurales en Cajamarca » in Bebbington, Anthony (ed.), *Minería, Movimientos Sociales y Respuestas Campesinas, op. cit.,* chap. II, Lima, IEP, CEPES, 2007a, p. 49-80.

---, « Minería, migración y transformaciones en los medios de subsistencia en Cajamarca, Perú », in Bebbington, Anthony (ed.), *Minería, Movimientos Sociales y Respuestas Campesinas, op. cit.*, chap. VI, Lima, IEP, CEPES, 2007b, p. 231-277.

Callon, Michel, Law, John, « L'irruption des non-humains dans les sciences humaines : quelques leçons tirées de la sociologie des sciences et des techniques », in Reynaud, Bénédicte (dir.), *Les limites de la rationalité,* tome 2, chap. v, Paris, La Découverte, 1997, p. 99-118, (Recherches).

Camino, Lupe, *Cerros, plantas y lagunas poderosas: la medicina al norte del Perú*, Piura, CIPCA, Lluvia Editores, 1992, 297 p.

Contreras, Carlos, *Los Mineros y El Rey, Los Andes del norte: Hualgayoc: 1770-1825*, Lima, IEP, 1995, 165 p., (Estudios históricos).

Defensoría del Pueblo, *Decimoctavo Informe Anual de la Defensoría del Pueblo. Enero-Diciembre 2014*, Lima, Defensoría del Pueblo, 2015, 372 p.

Echave (de), José, Diez, Alejandro, Huber, Ludwig, Revesz, Bruno, Lanata, Xavier Ricard, Tanaka, Martín, *Minería y conflicto social*, Lima, CBC, CIPCA, CIES, IEP, 2009, 424 p. (Minería y Sociedad).

Echave, José (de), Diez, Alejandro, *Más allá de Conga*, Lima, CooperAcción, GPC/RLIE/redGE, 2013, 156 p.

Faizang, Sylvie, *L'automédication ou les mirages de l'autonomie*, Paris, Presses Universitaires de France, 2012, 181 p. (Hors collections).

Gonzales de Olarte, Efraín, *El neoliberalismo a la peruana. Economía política del ajuste estructural 1990-1997*, Lima, IEP, 1998, 146 p. (Análisis económico).

Grieco, Kyra, *Politiser l'altérité, reproduire l'inégalité : genre, ethnicité et oppositions aux activités extractives dans le nord andin péruvien*, thèse en Anthropologie Sociale et Ethnologie, Paris, Ecoles des Hautes Etudes en Sciences Sociales, 2018.

Grieco, Kyra, Salazar-Soler, Carmen, « Les enjeux techniques et politiques dans la gestion et le contrôle de l'eau : le cas du projet Minas Conga au nord du Pérou », *Autrepart*, n° 65, 2013, p. 151-168.

Grompone, Romeo, Tanaka, Martín, *Entre el crecimiento económico y la insatisfacción social. Las protestas sociales en el Perú actual*, Lima, IEP, 2009, 413 p. (Ideología y Política).

Guha, Ramachandra, Martínez Alier, Juan, *Varieties of Environmentalism: Essays North and South*, London, Earthscan Publications, 1997, 230 p.

Kurzman, Charles, « Introduction: Meaning-Making in Social Movements », *Anthropological Quarterly*, n° 81, 2008, p. 5-15.

Lavrard-Meyer, Cécile, *Pauvreté et démocratie au Pérou. Le vote des pauvres depuis la transition démocratique péruvienne*, Paris, L'Harmattan, 2010, 335 p. (Recherche Amériques Latines).

Latour, Bruno, « Une sociologie sans objet ? Remarques sur l'interobjectivité », *Sociologie du Travail*, n° 36, 1994, p. 587-607.

Lemieux, Cyril, « Peut-on ne pas être constructiviste ? », *Politix*, n° 100, 2013, p. 169-87.

Li, Fabiana, *Unearthing Conflict: Corporate Mining, Activism, and Expertise in Peru*, Durham, NC, Duke University Press Books, 2015, p. 280.

Massardier, Gilles, Franck Poupeau, Pierre-Louis Mayaux, Delphine Mercier, Jérémy Robert, Murielle Coeurdray, Joan Cortinas, « Les coalitions multiniveaux d'action publique. Un modèle interprétatif des conflits pour l'eau dans les Amériques », *Cahiers des Ifre*, nº 1, 2014, p. 63-80.

Moran, Robert, *El proyecto minero Conga, Perú: Comentarios al Estudio de Impacto Ambiental (EIA) y temas relacionados*, Cajamarca, Grufides, 2012, 20 p.

Morlon, Pierre (coord.), *Comprendre l'agriculture paysanne dans les Andes centrales. Pérou - Bolivie*, Paris, INRA Éditions, 1992, 522 p.

Murra, John, « El Control Vertical de un Máximo de Pisos Ecológicos en la Economía de las Sociedades Andinas », in Murra, John (ed.), *Formaciones Económicas y Políticas del Mundo Andino*, Lima, IEP, 1975, p. 59-115.

Poupeau, Franck, « L'eau de la Pachamama. Commentaires sur l'idée d'indigénéisation de la modernité », *L'Homme*, 2011, n° 198-199, p. 247-276.

Preciado Jeronimo, Ruth, Edwin, Rap, Jeroen, Vos, « The Politics of Land Use Planning: Gold Mining in Cajamarca, Peru », *Land Use Policy,* 2015, 49:104-17.

Raffestin, Claude, *Pour une géographie du pouvoir*, Paris, Librairies techniques, 1980, 249 p.

Sosa, Milagros, Margreet Zwarteveen, « Exploring the Politics of Water Grabbing: The Case of Large Mining Operations in the Peruvian Andes », *Water Alternatives*, n° 5, 2012, p. 360–375.

Traïni, Christophe, *La cause animale (1820-1980) : essai de sociologie historique*, Paris, Presses Universitaires de France, 2011, 234 p.

Résumé/Mots-clés
Les mobilisations contre l'extraction minière constituent un moment propice pour observer la construction sociale des ressources dites « naturelles ». Le conflit autour du projet *Minas Conga* (2011-2016), dans le département de Cajamarca au Pérou permet d'analyser la reconstruction de la ressource hydrique dans une relation d'opposition au secteur minier, par des acteurs multiples agissant à différentes échelles. En s'inscrivant dans des registres divers : légal, scientifique et moral, l'eau est présentée comme une ressource source de vie, à protéger de l'avidité humaine.

Ressources naturelles, Mobilisations sociales, Extraction minière, Eau, Conga

Resumen/Palabras claves
Las movilizaciones contra la extracción minera constituyen un momento propicio para observar la construcción social de los recursos dichos "naturales". El conflicto alrededor del proyecto Minas Conga (2011-2016) en el departamento de Cajamarca en el Perú permite analizar la reconstrucción del recurso hídrico a partir de su relación de oposición al sector minero, por actores múltiples que actúan a diferentes escalas. Inscribiéndose en diversos registros – legal, científico y moral – el agua es presentada como un recurso necesario a la vida, que debe ser protegido de la avidez humana.

Recursos naturales, Movilizaciones sociales, Extracción minera, Agua, Conga

Abstract/Keywords
The mobilizations against mining extraction constitute a favourable moment to observe the social construction of resources known as "natural". The conflict related to the project *Minas Conga* (2011-2016), in the department of Cajamarca in Peru, enables us to analyze the reconstruction of water resources opposed to the mining sector, by numerous agents acting on different scales. By inscribing on several registers: legal, scientific and moral, water is shown as a vital resource to be protected from human greed.

Natural resources, Social mobilizations, Mining extraction, Water, Conga

CARAVELLE

DÉCEMBRE 2018

Dossier – La mine hier et aujourd'hui en Amérique latine 5
Martine Guibert : Présentation 7
Inés Herrera, Alma Parra : *La actividad minera y el lugar que ocupa en la economía mexicana del siglo XIX* 11
Milton Godoy Orellana, Manuel Méndez : "Apenas tenemos el agua suficiente para nuestras máquinas": *Estado, minería y tecnologías hídricas en el desierto de Atacama: Taltal, 1870-1930* 25
Claude Le Gouill : *Du paternalisme industriel des company towns à la politique de Responsabilité Sociale des Entreprises : le cas de La Oroya (Pérou)* 41
Vincent Bos, Kyra Grieco : *L'eau : ressource naturelle, ressource politique ? Reconstruction de la ressource hydrique en contexte d'opposition au secteur minier dans le nord du Pérou* 59
Marie Forget, Silvina Carrizo : *Le nexus mine-énergie dans les territoires du Nord de l'Argentine* 79
Mathilde Denoël, Martine Guibert : *Co-gestion public-privé de l'activité minière : quel développement local dans la « province modèle » de San Juan (Argentine) ?* ... 95
Marion Gautreau : *Le regard de Sebastião Salgado sur les travailleurs de la mine de Serra Pelada (1986) : esthétique d'une servitude moderne* 111

Mélanges 127
Jean-Pierre Tardieu : *De l'évolution de l'esclavage à Cuba : La rhétorique de José Agustín Caballero (1791-1798)* 129
Víctor Brangier : *Intermediación y Grado en una red de venta de tierras: Valle de Pichidegua, Chile, 1820-1835* 147
Morgana Herrera : *La revista Trocha (1941-1944) y la constitución de una intelectualidad amazónica peruana* 163

Entretien 177
Nicolas Licata, Tamara Conrod : *Entre Francia y Colombia: entrevista a Pablo Montoya* 179

Comptes rendus 187
(voir détail p. 205)

IPEAT INSTITUT PLURIDISCIPLINAIRE POUR LES ÉTUDES SUR LES AMÉRIQUES À TOULOUSE

PUM Presses universitaires du Midi
UNIVERSITÉ TOULOUSE JEAN JAURÈS
pum.univ-tlse2.fr

CAR 111
ISBN : 978-2-8107-0608-2
9 782810 706082

Prix : 27 €